

se nourrir et se vêtir. Ensuite, il y a un autre point, à la page 4: Je présume que la déclaration est contenue dans le numéro un, "que la politique du gouvernement fédéral doit être orientée vers l'élimination, au moyen d'ententes internationales et réciproques, de toutes restrictions au commerce entre nations,"—et je me demande si, à cet égard, tout intéressant que paraît l'objectif, une collaboration pratique n'est pas impossible d'ici à plusieurs années au moins? Par exemple, l'un de nos grands et principaux problèmes après la guerre sera de rivaliser avec un milliard ou un milliard et demi d'Asiatiques—je veux parler des Chinois, Hindous, Malais et Japonais qui, aussitôt, se mettront à l'œuvre pour conquérir des marchés; et la question qui se pose est de savoir si l'on pourra, au cours du prochain quart de siècle, remédier à une pareille situation; quel est votre avis sur la possibilité de faire disparaître les barrières commerciales en moins d'un quart de siècle?

M. WILLOUGHBY: Sous ce rapport, je dois dire que nous ne prétendons pas à l'autorité dans le domaine économique, monsieur MacNicol; loin de là. Beaucoup de gens sont mieux autorisés que nous à répondre à cette question; mais la chose sera certainement nécessaire si nous voulons rétablir un idéal de compréhension et d'échange entre nations.

M. MACNICOL: En d'autres termes, tout cela n'existe actuellement qu'en théorie.

M. WILLOUGHBY: Probablement faudra-t-il du temps en ce domaine, tout comme pour la croissance des carottes ou d'autres procédés semblables.

M. MACNICOL: Ensuite, il y a une question quant à l'alinéa (a), un peu plus bas dans la même page: "L'établissement et le maintien d'un minimum de revenu individuel suffisant pour la nation (basé sur le coût de la vie)." Croyez-vous cela possible? Les Japonais vivent de riz, les Chinois de riz, les Hindous de maïs; et il faudrait beaucoup de temps pour qu'ils puissent ajuster leur niveau de vie de manière que ce niveau se rapproche seulement de celui auquel nous sommes habitués; si nous supprimons les barrières, il faudra que nous nous abaissions à leur niveau, parce que le leur ne se compare nullement à celui dont nous jouissons.

M. HILL: En d'autres termes, pour concurrencer ces populations, il faudra que nous descendions au niveau de vie des 400 millions de citoyens asiatiques, au lieu de les élever à notre niveau.

M. MACNICOL: Quelles sont, à votre avis, les perspectives en ce domaine?

M. WILLOUGHBY: Je crois que la déclaration s'occupe avant tout des projets d'ordre national, et c'est là le but où il faut viser.

M. MACNICOL: Oui, mais la plupart de ces projets ont aussi un intérêt universel, mondial; nous ne pourrions donc nous borner à la nation.

M. WILLOUGHBY: Oui.

M. MACNICOL: J'ai une autre question—si les membres du Comité me le permettent, je poserai quelques autres questions.

Le PRÉSIDENT: Allez et interrogez.

M. MACNICOL: J'ai étudié à fond le mémoire avant aujourd'hui, monsieur le président.

Le PRÉSIDENT: Oui, je sais.

M. MACNICOL: Mon autre question porte sur l'alinéa (d), où il s'agit de la décentralisation de l'industrie et de l'établissement de nouvelles industries. J'approuve la création de nouvelles industries dans les régions où elles peuvent être établies; mais, comme je le disais l'autre jour, je n'hésite pas à répéter que, bien souvent aujourd'hui, le mot décentralisation s'emploie un peu comme, à l'époque de la Révolution française, les partisans de l'anarchie employaient le mot veto; ils voulaient se rendre à Versailles pour voir M. et Mme Veto. La décentralisation offre un problème de première importance.